



GÉOPOLITIQUE présente à ses lecteurs un beau numéro: *Amérique latine, une ère nouvelle*¹⁾, coordonné par notre ami Stephen Launay. On y trouve des monographies – sur la Bolivie et l’Argentine –, des études portant sur des aspects importants de l’évolution de certains pays comme le Brésil (politique extérieure, développement scientifique et technique), la Colombie (la question des guérillas), des réflexions transversales aussi, comme la politique américaine ou la politique chinoise envers l’ensemble du continent, les chemins qui mènent ou non celui-ci à la modération, la question de l’énergie et de l’eau, le déve-

veloppement des pensées libérales ou les nouvelles constitutions. L’ensemble s’ouvre sur deux articles particulièrement importants: «L’année de l’Amérique latine», par Georges Couffignal, professeur de science politique à l’Institut des Hautes Études de l’Amérique latine, qui était intervenu au colloque de l’Institut d’Histoire sociale, en juin 2006 et «Le virage à gauche de l’Amérique latine» par Yann Basset, doctorant en sciences politiques. Plus que la montée du populisme ou de la gauche, Couffignal note l’enracinement des procédures démocratiques sur le continent, un assainissement général de l’économie, une croissance assurée et un rôle accru de l’État: «En définitive, les points communs à l’ensemble de ces dirigeants “de droite” et “de gauche” sont probablement plus nombreux que ceux qui les opposent. Tous souhaitent aujourd’hui voir l’État jouer un rôle plus actif dans la société, en particulier pour mettre en œuvre leurs politiques sociales, et tous se sentent moins contraints par la tutelle des États-Unis maintenant que l’affrontement bipolaire [= Est/Ouest] a disparu». Basset, sans être en désaccord avec la précédente analyse, approfondit un de ses aspects. Couffignal parlait d’une déception à l’égard de la démocratie. Cette réac-

1. *Géopolitique*, PUF, 6, av. Reille - 7504 Paris, décembre 2006-janvier 2007, n° 96.

tion précoce se manifeste, explique Basset, par « une profonde fragilisation et fragmentation des systèmes partisans », notée également par Renée Frégosi dans ce numéro, un « contexte de grande volatilité » et de mise en cause de la mondialisation et des excès (ou d'une caricature) du libéralisme inspiré par les États-Unis des années 1990. Mais cette réaction peut difficilement être cernée comme étant « de gauche ». La gauche socialiste, au sens large, existe bien, mais est restée relativement faible. Plus forts seraient les « mouvements nationaux-populaires », qui tendent « à confondre démocratie avec participation et justice sociale » et à instaurer un rapport pour le moins ambigu avec le constitutionnalisme, l'État de droit, la garanties des libertés fondamentales pour les minorités. À quoi s'ajoute une gauche « indigéniste ».



PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE^[2] propose un dossier consacré à un seul pays: Cuba. Non pas à ce qui va advenir dans l'île après la mort de Fidel Castro, mais aux grandes caractéristiques de Cuba, celles qui sont assez importantes pour influencer sur l'émergence des prochains dirigeants et pour constituer les données à partir desquelles ils devront faire leurs choix. Vincent Bloch, dans sa présentation du numéro, déconnecte l'idée de changements de celle d'une mise en cause de l'ordre établi. « Bien au contraire », assure-t-il. L'idée d'une « solution biologique, c'est-à-dire la croyance en un déblocage de la situation sitôt Fidel disparu, ne découle à cet égard que d'une

absence de réflexion sur les ressorts du régime ». Comme on le voit, le ton est vif malgré un style en général universitaire, comme une polémique rentrée. Il est vrai que la *doxa* consiste à considérer que Castro mort, le « temps des troubles » commencera. N'a-t-on pas répété que la révolution cubaine s'identifiait à Fidel Castro? Ne se souvient-on pas de ce que, dans les régimes totalitaires, la disparition du numéro un est la plupart du temps annonciatrice de changements proches? La mort de Staline comme la mort de Mao en sont de bons exemples. Mais Bloch insiste sur la pré-

2. Revue *Problèmes d'Amérique latine*, Choiseul éd., 1 rue d'Uzès - 75002 Paris. N° 61-62, Été/Automne 2006, *Cuba, un castrisme sans Fidel?*

gnance à Cuba d'une conception de la patrie, « totalement fondue dans la révolution et ses leaders », seulement « menacée par les intrigues et manœuvres souterraines de ses ennemis de toujours ». Sans doute le gouvernement révolutionnaire veille-t-il, un gouvernement sujet de l'histoire, et même sujet supposé savoir, comme diraient les psychanalystes, face aux conspirations et aux intrigues qui inquiéteraient la population. Mais affirmer comme il le fait que « la perspective d'un changement nourrit davantage une crainte du chaos qu'un espoir d'amélioration », n'est-ce pas essentialiser une caractéristique forte de tout régime totalitaire ? La mort de celui qui l'incarnerait et les intrigues (bien réelles, celles-là) de ceux qui veulent lui succéder peuvent l'affaiblir au point de la rendre secondaire face à d'autres imaginaires – de nouveauté, de liberté, de violence.

Brian Latell³, dont la présentation retient pourtant qu'il voit l'armée cubaine « verrouiller toutes les instances du Parti communiste cubain et contrôler tous les secteurs importants de l'économie » croit, au contraire, que « les attentes de changement réel seront intenses et qu'elles pourraient même déboucher sur de grandes manifestations en faveur d'une libéralisation rapide et de grande ampleur ».

On retiendra aussi le bilan que fait Elizabeth Burgos des relations de Cuba avec l'Amérique latine car il touche à la valorisation par le régime cubain et jadis par une grande partie de la gauche française (qui n'est pas beaucoup revenue sur le problème), de pratiques aussi inefficaces que coûteuses sur le plan humain : « [...] la suggestion castriste, sa militarisation à outrance de la politique, ont surtout signifié pour les pays latino-américains, le sacrifice, l'annihilation dans la mort, la défaite, le désespoir et le renoncement de la génération normalement appelée à assumer la relève de la classe politique traditionnelle et les conséquences de cette carence se font encore sentir aujourd'hui, entravant la formation d'une culture démocratique... ».

Philippe Létrillart évalue les possibilités de l'influence de l'Église sur le post-cas-trisme, dont Rafael Rojas, l'ancien directeur de la revue *Encuentro de la cultura cubana*, tente justement de cerner l'idéologie. Comme Latell, il aurait tendance – mais à plus long terme que lui – à percevoir des possibilités de dépassement du totalitarisme. Aujourd'hui même, dit-il, se fait sentir une rupture entre idéologie et culture, une différenciation du champ intellectuel et de l'appareil politique, promesses « dans les prochaines années de nouvelles formes d'autonomie et de critique depuis la société civile »...

3. Auteur d'un livre remarqué, paru en 2005 : *The inside story of Castro's regime and Cuba's next leader*, Palgrave-Macmillan, New York.



NOTONS ENCORE, parmi les revues, le «Tombeau pour Jean-François Revel» dressé par la revue *Commentaire*^[4], avec des contributions moins théoriques qu’amicales, d’Henri Astier, Nicolas Baverez, Marie-Hélène Belin-Cappon, Enzo Bettiza, Philippe Boulanger, Françoise Cachin, Jean-François Deniau, Max Gallo, Simon Leys, Pierre Nora, Pierre Rigoulot, Laurent Theis et Mario Vargas Llosa. Jean-Claude Casanova, ouvre ledit «tombeau», si l’on peut dire, avec ces mots qui sonnent très justes: «Le temps viendra où l’on consacrerait des livres savants aux différents Revel, au philosophe, au

politique, au polémiste, à l’historien de l’art, au mémorialiste, au moraliste. Dans ces livres, on montrera qu’il n’y a pas eu un Revel de gauche et un Revel de droite, mais un homme libre ne respectant que les vraies grandeurs et toujours critique des fausses gloires. On montrera aussi que, si on le classe dans la lignée des grands libéraux, comme Tocqueville ou Aron, ce n’est pas pour l’embrigader dans une famille politique mais parce que ceux-ci, comme lui, n’ont jamais désespéré de la raison et ont toujours cru en la possibilité d’enseigner aux Français des mœurs politiques plus raisonnables que celles qu’ils pratiquent habituellement».

POUR FINIR, mentionnons, trop rapidement, l’excellent n° 142^[5] de la revue *Le Débat* avec des réflexions signées Marc Lazar, Jean-Pierre Le Goff et Bernard Poulet sur le récent ouvrage de Philippe Raynaud, *L’extrême gauche plurielle*^[6], et une réponse de l’auteur. Ce dernier explique que les diverses composantes de l’extrême gauche font système, c’est-à-dire que leur diversité et même leur hétérogénéité («la plupart des altermondialistes sont très différents des trotskistes et certains n’ont que peu de sympathie pour les dérives qui se développent dans les mouvements liés aux “minorités” post-coloniales») n’empêchent pas que, «sans jamais vraiment pouvoir fusionner», ces courants «peuvent contribuer ensemble à produire des effets qu’aucun d’eux ne saurait atteindre à lui tout seul»: essentiellement du poids, sinon une

4. *Commentaire*, n° 116, hiver 2006-2007, 116 rue du Bac - 75007 Paris.

5. *Le Débat*, Novembre-décembre 2006, 5 rue Sébastien-Bottin - 75328 Paris cedex 07.

6. Éditions Autrement 2006. V. note de lecture consacrée à cet ouvrage dans *Histoire & Liberté*, n° 28.



crédibilité auprès du grand public, à « la lutte contre le libéralisme et les réformes que celui-ci est censé inspirer ».

Cette discussion est suivie d'un sévère constat de Dominique Labbé et Dominique Andolfatto sur les syndicats français⁷. Un rien désabusés, ils suggèrent qu'outre une révision des règles de la représentativité des syndicats, on « replace le salarié au centre de l'activité syndicale », on rééquilibre la négociation collective en remplaçant le délégué syndical par un négociateur professionnel appointé par le syndicat, et en interdisant toute

subvention (directe ou indirecte) aux syndicats en provenance des entreprises et des administrations. Une chose est sûr, écrivent-ils, c'est que les syndicats ne le souhaitent pas : « Les syndicats français sont prospères et vivent presque sans adhérents. Ils sont contrôlés par des professionnels qui ne souhaitent pas que les adhérents deviennent le centre de l'activité syndicale ou que la lumière soit faite sur leurs ressources... ».

P.R.

7. « Faut-il aider les syndicats français? » Nous avons rendu compte, dans notre n° 27, de leur *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Seuil, 2006.

HISTOIRE & LIBERTÉ

REVUE TRIMESTRIELLE

4, AVENUE BENOÎT-FRACHON - 92023 NANTERRE CEDEX

TÉLÉPHONE : 01 46 14 09 31 - TÉLÉCOPIE : 01 46 14 09 25

E-mail: abhs92@souvarine.fr / Site Internet: www.souvarine.fr

N° 29 - HIVER 2007

N° DE COMMISSION PARITAIRE: AS 74918

ISSN 1249-2469



BULLETIN D'ABONNEMENT

M. M^{ME} M^{LLE} NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CP _____ VILLE _____ PAYS _____

TÉL.: _____ E-MAIL _____

souscrit un abonnement de 4 numéros (port inclus) à la revue *Histoire & Liberté*
(*Les Cahiers d'Histoire sociale*)

à partir du n°

FRANCE

40 €

ÉTRANGER

60 €

SOUTIEN

80 €

(Prix TTC: l'association éditrice n'est pas assujettie à la TVA)

A _____,

le _____ Signature:

Bulletin d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de:

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE

4, avenue Benoît-Frachon – F 92023 NANTERRE CEDEX

